

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 2 avril 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VANDEMOORTELE BAKERY PRODUCTS France - Usine Torcé 1

286, rue du Chalonge
Zone d'activités du Haut-Montigné
35370 Torcé

Références : UD/2024-185
Code AIOT : 0005501558

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2024 dans l'établissement VANDEMOORTELE BAKERY PRODUCTS France - Usine Torcé 1 implanté 286 rue du Chalonge Zone d'activités du Haut-Montigné 35370 Torcé.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été menée de façon réactive suite au signalement par la société VANDEMOORTELE d'un dysfonctionnement de la station de traitement des effluents située sur le site de TORCE 1.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VANDEMOORTELE BAKERY PRODUCTS France - Usine Torcé 1
- 286 rue du Chalonge Zone d'activités du Haut-Montigné 35370 Torcé
- Code AIOT : 0005501558
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Vandemoortele exploite sur le site de Torcé (site n°1) une installation de fabrication de viennoiseries crues surgelées.

Contexte de l'inspection :

- Inspection réactive sur signalement d'un incident

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rejet au milieu naturel	AP Complémentaire du 03/11/2023, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	8 jours
2	Contrôles et analyses	Arrêté Préfectoral du 20/06/2005, article 4.2.5 (extrait)	Demande de justificatif à l'exploitant	8 jours
3	Impact de la station	Arrêté Préfectoral du 20/06/2005, article 4.2.2 (extrait)	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	1 mois
4	Incident grave - accident	Arrêté Préfectoral du 20/06/2005, articles 4.2.6 et 4.4.9 (extraits).	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
5	Raccordement d'autres industriels	Arrêté Préfectoral du 20/06/2005, article 4.4.3 (extrait)	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Points de rejet	Arrêté Préfectoral du 20/06/2005, article 4.4.2 (extrait)	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Compte-tenu de l'incident ayant généré des rejets non-conformes en sortie de station (excédent d'azote), et bien que la situation soit redevenue conforme aujourd'hui selon les éléments communiqués à l'inspection, une mise en demeure est proposée à l'encontre de la société VANDEMOORTELE pour que la gestion et le pilotage de la station ne puisse plus être à l'origine d'une pollution du milieu (ruisseau de la Largère).

Il lui est également demandé d'assurer un suivi renforcé de ses rejets pendant une période probatoire de 2 mois (avec transmission d'un bilan hebdomadaire au service de l'inspection). Les résultats des analyses effectuées dans le ruisseau de la Largère lui seront également transmis dès réception.

La communication d'un rapport d'incident permettant d'identifier les causes de ce dysfonctionnement est par ailleurs attendue sous 15 jours.

Un bilan des conventions passées avec les différents contributeurs envoyant des effluents dans la station doit par ailleurs également être effectué et transmis.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejet au milieu naturel

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/11/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles des rejets aqueux
Prescription contrôlée : Les prescriptions de l'article 4.4.6 de l'arrêté préfectoral du 20 juin 2005 sont complétées comme suit : A compter du 4 décembre 2023, les eaux résiduaires rejetées doivent respecter les valeurs limites d'émissions suivantes : pH compris entre 5,5 et 8,5 DCO : 80 mg/l DBO5 : 25 mg/l MES : 30 mg/l Azote global : 7 mg/l Phosphore total : 1.5 mg/l Les prescriptions de l'article 4.4.7 de l'arrêté préfectoral du 20 juin 2005 sont complétées comme suit : A compter du 4 décembre 2023, le programme d'autosurveillance des rejets des eaux résiduaires industrielles est réalisé dans les conditions suivantes, en amont et en aval de la station d'épuration : Débit : surveillance en continu pH : surveillance journalière DCO : surveillance journalière DBO5 : surveillance mensuelle MES : surveillance journalière Azote global : surveillance journalière P total : surveillance journalière Chlorures : surveillance mensuelle
Constats : La société VANDEMOORTELE a informé l'inspection le 15 mars 2024, d'un dysfonctionnement au sein de la station d'épuration qu'elle exploite sur le site de Torcé 1, ayant conduit à des dépassements de la valeur autorisée en azote global dans ses rejets en sortie de station. L'exutoire de la station est le ruisseau de la Largère, aboutissant à la Vilaine. Les analyses transmises à l'inspection couvrent la période allant du 1er janvier au 21 février 2024 : elles font état d'une dérive progressive du paramètre azote global conduisant à des dépassements pouvant aller jusqu'à 30,74 mg/l le 20/02/2024, pour une valeur limite autorisée fixée à 7 mg/l. L'exploitant indique ne pas avoir été alerté de cette dérive avant le 7 mars dernier, Le gestionnaire de la station auquel il sous-traite son pilotage ayant changé depuis le 1er janvier 2024. Selon les éléments transmis par l'exploitant, des dispositions ont alors été prises pour que la station retrouve sa pleine capacité de traitement, notamment un ré-ensemencement le 8 mars et une adaptation de l'agitation du bassin permettant un abattement optimisé de l'azote. La vanne permettant de confiner les effluents au sein de la lagune (700 m³) a alors été fermée. Cette fermeture a été constatée le jour de la visite par l'inspection.

Le stockage des effluents atteignait alors environ 80 % de la capacité de la lagune.

Des analyses réalisées en interne par le gestionnaire de la station montrent que la situation était de nouveau conforme concernant le paramètre azote global le 19 mars, au lendemain de l'inspection effectuée.

Le gestionnaire de la station ne dispose de son propre matériel complet d'analyse que depuis le 12 mars : il était tributaire jusque-là des résultats fournis par le laboratoire d'analyse mandaté, induisant un délai dans la transmission des résultats de plusieurs semaines : les résultats d'analyses entre le 21 février et le 12 mars 2024 n'ont ainsi pas pu être transmis à l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

> L'inspection demande à ce que les analyses réalisées depuis le 22/02/2024 jusqu'à aujourd'hui lui soient communiquées dès qu'elles seront parvenues. Ces résultats seront accompagnés des commentaires et explications nécessaires concernant les dépassements constatés, ainsi que des mesures prises pour y remédier (voir constat n° 4 - rapport d'incident).

> La société VANDEMOORTELE doit justifier également qu'elle dispose aujourd'hui de l'ensemble des équipements nécessaires à la réalisation des analyses demandées, selon la périodicité requise, et qu'elle a mis en place des dispositions lui permettant de disposer des résultats dans un délai permettant une bonne réactivité en cas de dépassement avéré.

> Une surveillance accrue du fonctionnement de la station est attendue pour s'assurer qu'une telle dérive ne puisse se reproduire : un programme de surveillance renforcée au cours des semaines à venir (durée de deux mois) doit être proposé pour tenir compte de l'incident survenu.

> Un bilan hebdomadaire des analyses réalisées doit être transmis à l'inspection chaque lundi pour la semaine écoulée, pendant une durée de deux mois. Toute anomalie fera l'objet d'un signalement immédiat à l'inspection, accompagné de la description des mesures correctives appropriées mises en œuvre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 8 jours

N° 2 : Contrôles et analyses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2005, article 4.2.5 (extrait)
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles et analyses
Prescription contrôlée : L'inspecteur des installations classées peut demander, à tout moment, que des contrôles et analyses, portant sur les nuisances de la station d'épuration (rejets d'eaux, déchets, bruit notamment) soient effectués par des organismes compétents et aux frais de l'exploitant.
Constats : Des prélèvements dans la Largère ont été réalisés au cours de la semaine 11, en amont et en aval du point de rejet pour identifier un possible impact sur le milieu : les analyses sont en cours par un laboratoire prestataire. Le jour de la visite les résultats de ces analyses n'étaient pas disponibles. L'inspection n'a pas identifié d'impact visible sur le ruisseau à proximité du point de rejet lors de l'examen réalisé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'inspection demande à ce que les résultats d'analyses des prélèvements réalisés dans le milieu lui soient communiqués dès réception, avec l'analyse et les commentaires de l'exploitant afférents (impact milieu à analyser).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 8 jours

N° 3 : Impact de la station

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2005, article 4.2.2 (extrait)
Thème(s) : Risques chroniques, Indisponibilité de la station
Prescription contrôlée : <p>Les équipements, notamment ceux concourant à la protection de l'environnement, qui sont susceptibles de créer des pollutions et des nuisances doivent être adaptés et entretenus régulièrement. En particulier, les systèmes d'aération du bassin seront soit des turbines lentes soit des injecteurs d'air.</p> <p>La station d'épuration doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables, et d'éléments d'équipement utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement et lutter contre un sinistre éventuel (incendie, rejets toxiques dans le milieu naturel, etc.)</p> <p>La station d'épuration doit être conçue, exploitée et entretenue de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elle ne peut assurer pleinement sa fonction, notamment en cas de défaillance ou d'arrêt pour entretien de l'un des éléments du système.</p>
Constats : <p>Les dysfonctionnements constatés datent du début du mois de février : les premières mesures prises par le gestionnaire de la STEP mandaté par la société VANDEMOORTELE ont été prises début mars.</p> <p>La dérive constatée pour le paramètre Azote global au cours de cette période témoigne des difficultés rencontrées au sein de la station pour la maintenir pleinement opérationnelle.</p> <p>L'inspection rappelle ici que conformément aux dispositions de son arrêté préfectoral, les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que s'ils répondent aux dispositions de l'article 4.4.6 modifié (valeurs limites de rejets) ou alors, ils doivent être traités comme des déchets.</p> <p>En particulier, les eaux traitées ne peuvent être épandues que si les valeurs limites de rejet sont conformes à celles fixées par l'arrêté préfectoral, et ce entre mai et novembre uniquement.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>> L'exploitant doit préciser les dispositions qu'il envisage de prendre pour réduire les périodes d'indisponibilité de la station, en fonction de différents scénarii pouvant conduire à mettre en difficulté le traitement qui y est opéré.</p> <p>Le cas échéant, d'autres solutions que le stockage dans la lagune dans l'attente d'un retour à la normale, doivent être prévues et anticipées (évacuation des eaux en tant que déchet, arrêt des apports en station ou des activités de la société VANDEMOORTELE).</p> <p>Compte-tenu de l'impact potentiel des rejets de la station dans le milieu naturel en cas de dysfonctionnement, un projet d'arrêté de mise en demeure demandant à la société VANDEMOORTELE de respecter les présentes dispositions est proposé à M. le Préfet.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Incident grave - accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2005, article 4.2.6 et 4.4.9 (extraits).
Thème(s) : Risques accidentels, Signalement des incidents/accidents
Prescription contrôlée : <p>Art. 4.2.6 : Tout incident grave ou accident de nature à porter atteinte à l'environnement (c'est-à-dire aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement) doit être signalé dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées à qui l'exploitant remet un rapport précisant les causes et les circonstances de l'accident, les moyens mis en œuvre pour le circonscrire, ainsi que les mesures envisagées pour éviter son renouvellement.</p> <p>En cas de pollution provoquée par la station d'épuration, l'exploitant doit fournir dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées tous les renseignements connus dont il dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore et les ouvrages exposés à cette pollution.</p> <p>Art. 4.4.9 : (extrait) Information des industriels raccordés En cas de dysfonctionnement constaté sur l'installation, la recherche des causes sera faite avec l'ensemble des partenaires concernés.</p>
Constats : <p>Selon les éléments communiqués par l'exploitant, il a pris connaissance des dépassements le 7 mars dernier. L'inspection en a été informée le 15 mars : ce délai ne peut être considéré comme satisfaisant au regard du dysfonctionnement identifié.</p> <p>Le rejet a été relevé comme non conforme dès le début du mois de février 2024 par le gestionnaire de la station, sans que ce dernier et la société VANDEMOORTELE n'aient communiqué entre eux sur cette anomalie.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>> L'inspection demande à ce qu'un rapport d'incident lui soit communiqué sous 15 jours comportant l'ensemble des éléments requis ci-dessus. Ce rapport sera complété autant de fois que nécessaire, au fur et à mesure de l'avancée des investigations permettant de déterminer les causes, techniques et organisationnelles, ayant conduit au dysfonctionnement identifié. La recherche des causes doit être réalisée en concertation avec l'ensemble des contributeurs envoyant leurs effluents en traitement dans la station. L'exploitant doit expliciter notamment quels contrôles sont effectués sur les effluents entrant en station lorsqu'ils proviennent d'autres contributeurs (hors sites VANDEMOORTELE).</p> <p>Le rapport doit en particulier constituer un engagement à respecter les modalités prévues pour avertir l'inspection des installations classées en cas d'incident : on rappelle ici que l'alerte doit en premier lieu être réalisée par un appel téléphonique au standard de la DREAL (Unité Départementale d'Ille-et-Vilaine), puis en cas d'absence à celui de la préfecture. Une information par mail viendra compléter cette alerte avec des éléments factuels si possible documentés.</p> <p>Le rapport doit expliciter :</p> <ul style="list-style-type: none">- les points de fragilité dans le fonctionnement et le pilotage de la station pouvant conduire au rejet d'effluents non-conformes au milieu ;- les engagements pris et les travaux envisagés pour éviter le renouvellement d'un tel incident.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Raccordement d'autres industriels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2005, article 4.4.3 (extrait)
Thème(s) : Risques chroniques, Autorisation de raccordement
Prescription contrôlée : Une autorisation de raccordement est délivrée par la société PANA VI [VANDEMOORTELE] à qui appartient la station d'épuration faisant l'objet de la présente autorisation, pour chaque raccordement d'eaux résiduaires industrielles traitées par la station d'épuration faisant l'objet de la présente autorisation. Cette autorisation précise les rapports entre chaque exploitant raccordé et la société PANA VI [VANDEMOORTELE]. Ces documents, ainsi que leurs modifications, sont transmis à l'inspecteur des installations classées et mis à disposition du service chargé de la police de l'eau.
Constats : Les effluents admis en station proviennent pour partie d'autres établissements que ceux exploités par la société VANDEMOORTELE au sein de la zone d'activité. La société VANDEMOORTELE, qui exploite la station, a conventionné avec ceux-ci pour traiter leurs effluents et se dit disposée à revoir avec ces derniers les modalités de raccordement de leurs effluents.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'inspection demande à la société VANDEMOORTELE de lui indiquer l'ensemble des établissements dont les effluents sont admis au sein de la station , ainsi que les conditions qui ont présidé à la délivrance de l'autorisation de raccordement pour chacun (nature des effluents, polluants, volumes, flux, valeurs limites fixées, contrôles effectués etc.). La société VANDEMOORTELE explicitera en particulier les moyens qu'elle emploie et les contrôles effectués le cas échéant pour s'assurer de la conformité des effluents ainsi admis en station.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2005, article 4.4.2 (extrait)
Thème(s) : Risques chroniques, Point de rejet
Prescription contrôlée : Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu naturel. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, e, fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.
Constats : Le point de rejet au milieu se situe en hauteur, dans la végétation, au-dessus du ruisseau de la Largère. Il était peu visible lors de la visite compte-tenu de l'importance de la végétation. Aucun travail d'entretien n'a été réalisé à ce jour aux abords du point de rejet.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'inspection demande à ce que des travaux d'entretien de la végétation alentours soient effectués afin que le point de rejet soit clairement identifié depuis la route en contrebas, et que la diffusion des effluents ne perturbe ni les abords du point de rejet, ni l'écoulement du ruisseau de la Largère.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois